

NOTE: Ceci est une traduction française du document original écrit en anglais à titre d'information seulement. En cas de divergence, l'original anglais prévaudra.

Mécanisme d'experts sur le droit au développement appel à contributions : Le devoir de coopérer et les acteurs non étatiques

Décembre 2021
Institute for Justice & Democracy in Haiti

1. Introduction

Le droit au développement est un droit humain fondamental qui permet aux gens de participer et de contribuer à la réalisation complète de leur développement économique, social, et culturel.¹ Dans le contexte global, le droit au développement oblige les États et, selon la plupart des interprétations, les acteurs non étatiques (AnEs)² à coopérer pour surmonter les obstacles à la réalisation des droits humains.

La longue histoire d'Haïti de la dette extérieure enracinée, de la dépendance à l'aide manufacturée, et de l'ingérence fournit un exemple de la façon dont les échecs de coopération des AnEs, et en particulier des institutions financières internationales (IFIs), peuvent entraver la jouissance des droits des personnes. L'accomplissement significatif du devoir de coopérer peut empêcher à l'avenir de telles violations de droits et contribuer positivement à la réalisation du droit des communautés locales au développement.

Le passé d'Haïti en tant qu'ancienne colonie d'esclaves et la dette énorme imposée comme prix de son indépendance ont préparé le terrain pour sa dépendance continue à l'aide étrangère. Cette dépendance a engendré un déséquilibre de pouvoir avec des prêteurs étrangers qui empêche à ce jour Haïti de participer de manière significative aux accords de prêt avec les IFIs. Cette dynamique, qui a été renforcée par les processus de prêt inégal des IFIs qui ne permettent pas une véritable négociation des conditions, a diminué la capacité d'Haïti à présider à son propre développement et par conséquent le droit de la population, via leur droit à la participation politique, de poursuivre librement leur développement économique, social, et culturel. Effectivement, les politiques d'ajustement structurel que les IFI ont pu imposer à Haïti à travers les accords de prêts au cours des quarante dernières années ont affaibli la capacité du pays à investir dans des domaines clés affectant la jouissance des droits des personnes, en particulier les plus marginalisées.

L'amélioration de la coordination entre les IFI et l'État, d'une manière compatible avec le devoir de coopérer et son exigence d'une approche à long terme du développement, bénéficierait à la réalisation du droit au développement des communautés locales. En particulier, les IFIs devraient donner la priorité à l'engagement avec l'État en vue d'élimination du déséquilibre de pouvoir existant et de l'assurance que leurs processus sont équitables.

2. Cadre juridique: Le devoir de coopérer dans le contexte du droit au développement

Le droit au développement est reconnu dans plusieurs résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies,³ notamment la Déclaration sur le droit au développement ("Déclaration"),⁴ et le

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC).⁵ La Déclaration stipule que le droit au développement est “un droit de l’homme inaliénable en vertu duquel toute personne humaine et tous les peuples ont le droit de participer, de contribuer, et d’apprécier le développement économique, social, culturel, et politique.”⁶ Elle clarifie en outre que le droit au développement “implique aussi la réalisation complète du droit des peuples à l’autodétermination.”⁷ Le PIDESC, le seul instrument contraignant qui codifie le droit au développement, présente aussi le droit comme un droit à l’autodétermination, en vertu duquel tous les peuples “déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique, social, et culturel.”⁸

Le devoir de coopérer est englobé dans le droit au développement, et exige que les États—et, selon la plupart des interprétations, les AnE—agissent globalement d’une manière compatible avec une approche de développement à long terme. La Déclaration fournit un cadre pour les devoirs des États de coopérer dans le contexte du droit au développement,⁹ reconnaissant la nécessité “d’action soutenue” et de “coopération internationale efficace” afin de promouvoir le développement global.¹⁰ La Déclaration fait aussi spécifiquement référence aux obligations de coopération qui ont trait à l’aide internationale et les prêts, exigeant que l’aide et les prêts soient “acceptables, efficaces et évidents, administrés par des processus participatifs et responsables, et ciblés sur les plus vulnérables.”¹¹

Le devoir de coopérer tel qu’il est reconnu dans la Déclaration s’applique aux États lorsqu’ils agissent “en tant que membres des organisations internationales [par exemple les IFI comme le Fonds monétaire international (FMI)] et en tant qu’acteurs internationaux du commerce, de l’investissement, et de la finance.”¹² Malgré le fait que le FMI ne considère pas l’avancement des droits humains comme faisant partie de son mandat et n’a aucune responsabilité significative devant des corps internationaux des droits humains,¹³ y compris le Conseil économique et social européen (Ecosoc),¹⁴ il s’est également avéré avoir certaines obligations directes vis-à-vis du devoir de coopérer.¹⁵ Cette interprétation est soutenue par la Charte des Nations Unies, qui souligne le devoir des deux États membres¹⁶ et des IFI¹⁷ de coopérer avec l’ONU dans le contexte des droits économiques et sociaux.¹⁸ Elle est en outre soutenue par les observations de la Commission des droits économiques, sociaux, et culturels, qui ont révélé que le FMI comme une agence spécialisée de l’ONU a l’obligation de défendre les droits humains en vertu du droit international.¹⁹ Le soutien au devoir des IFI de coopérer peut aussi être tiré des Principes de Maastricht, qui clarifient les obligations extraterritoriales des États et qui étend la responsabilité de “fournir de l’aide internationale pour contribuer à la réalisation des droits économiques, sociaux, et culturels dans d’autres États”²⁰ aux AnE.²¹

3. Les AnEs en Haïti: Déséquilibres de pouvoir historiquement ancrés

Haïti est susceptible des injustices structurelles persistantes, qui découlent du colonialisme, de la dette extérieure cyclique, et, par conséquent, de l’aide étrangère. Ces injustices créées un déséquilibre de pouvoir entre l’État et les prêteurs étrangers qui encourage l’implication de ces derniers dans l’économie et l’industrie d’Haïti et permet la mise en œuvre des politiques qui limitent la jouissance des droits humains par les Haïtiens.²²

Pour presque toute son histoire, Haïti a une dette commerciale envers d’autres nations depuis 1825 avec la “dette d’indépendance” racialement discriminatoire de la France—l’indemnisation

pour les recettes perdues de l'esclavage et le prix de l'indépendance d'Haïti, convenue sous la menace du rétablissement de l'esclavage par la France.²³ Afin de rembourser la dette, qui a pris environ 122 ans, Haïti a été obligé d'emprunter de l'argent à d'autres pays, dont la France et les États-Unis, ce qui l'a encore endetté.²⁴ Haïti a également dû renoncer à l'industrialisation que d'autres pays ont connue au 19e siècle et limiter les dépenses d'infrastructure, d'éducation et de développement social, privilégiant plutôt la production de l'agriculture d'exportation qui a procuré la devise forte nécessaire pour rembourser la dette.²⁵ S'ajoutant aux effets délétères sur son économie était le manque de reconnaissance d'Haïti par de nombreux États,²⁶ qui a limité sa capacité à participer au commerce international, le privant de recettes bien nécessaires et de disposer librement de ses ressources naturelles.²⁷

Ces événements ont poussé le pays dans un cycle d'endettement et de dépendance à l'aide étrangère²⁸ qui persiste à ce jour.²⁹ En effet, dans les années 1980, Haïti a été forcé de demander l'aide des IFI, en particulier le FMI, la Banque mondiale (BM), et la Banque interaméricaine de développement (BID), des institutions sous la forte influence des États puissants³⁰ qui ont imposé et puis enraciné la dette en Haïti dès le début.³¹ Ces institutions utilisent alors des processus de prêt qui limitent fortement la capacité d'Haïti à participer à la négociation—ou même à rejeter—les conditions de prêt.³²

Les siècles d'endettement extérieur, d'ingérence étrangère, et de dépendance cyclique à l'aide étrangère ont renforcé des structures de pouvoir et des inégalités préexistantes encore visibles aujourd'hui dans la relation entre Haïti et les IFI. En particulier, le déséquilibre de pouvoir inhérent entre le FMI et le gouvernement haïtien à cause de la dépendance à l'aide imposée, aggravée par le manque susmentionné de processus de prêt équitables, a limité la capacité du gouvernement à négocier des accords de prêt avantageux.

Le processus de prêt du FMI a été créé comme intrinsèquement peu coopératif. Les conditions de prêt sont fixées par le FMI et les États emprunteurs ont seulement trois choix: accepter, rejeter, ou modifier.³³ Les États ne peuvent pas proposer leurs propres conditions, ce qui réduit considérablement leur capacité à participer au processus. Ceci est particulièrement pertinent dans les situations où des accords de prêt reflète des pratiques ou des modèles basés sur les économies occidentales qui peuvent ne pas fonctionner dans d'autres pays, comme l'imposition par le FMI de réformes fiscales en Haïti qui ne considèrent pas le grand secteur du travail informel du pays. De plus, les prêts du FMI sont soumis à l'approbation finale de son directeur général et de son conseil exécutif, qui incite l'État emprunteur à accepter les conditions de prêt du FMI afin d'obtenir le prêt dont le pays a tant besoin.³⁴

Les Articles de l'accord du FMI, qui gouverne les accords de prêt entre les États et le FMI, manquent de tout approvisionnement significatif pour la coopération. L'article IV exige des "consultations approfondies régulières (généralement annuelles)" avec les États membres, où le personnel du FMI visite un pays pour revoir ses politiques économiques et financières et pour évaluer son développement.³⁵ Ce faisant, le personnel du FMI rencontre les représentants du gouvernement local et de la banque centrale, et souvent "les représentants des entreprises, des syndicats et de la société civile."³⁶ L'objectif premier de l'article IV, pourtant, n'est pas de protéger les intérêts du développement du pays, mais plutôt de permettre au FMI de "[surveiller] les pratiques économiques et financières de ses 189 pays membres."³⁷ Pratiquement, les

recommandations du FMI basées sur le processus de consultation de l'article IV sont presque toujours acceptées sans négociation, ce qui est une preuve supplémentaire de la nature coercitive du processus de prêt du FMI.³⁸

En conséquence, le processus de l'article IV, tout en exigeant l'engagement des États membres concernés, ne nécessite pas une coopération véritable et égale entre les deux parties qui respecte le droit au développement, et est insuffisant pour remplir le devoir de coopération du FMI. En outre, le FMI n'a pas fait les efforts nécessaires pour remédier le déséquilibre de pouvoir existant, ce qui permettrait une coopération d'une manière qui considère le droit d'Haïti au développement. Malgré la reconnaissance publique de la nécessité d'investir davantage dans les programmes sociaux,³⁹ les IFI continuent d'imposer des conditions de prêt basées sur une compréhension de l'économie d'Haïti qui ne considère pas ses réalités socio-économiques.⁴⁰ La coopération avec l'État pour mieux comprendre ces réalités et déterminer comment les incorporer dans les accords de prêt en vue d'une réalisation à long terme du droit au développement peut encourager une approche de l'aide fondée sur les droits.

4. L'échec à réaliser le droit au développement

Ces injustices structurelles créent un déséquilibre de pouvoir continuellement renforcé qui permet les AnE d'imposer des politiques à Haïti qui, tout en bénéficiant aux prêteurs, ont un impact négatif sur la réalisation des droits humains en Haïti. Le FMI a commencé imposer des politiques d'ajustement structurel en Haïti dans les années 1980 et, malgré sa reconnaissance du risque élevé perpétuel de surendettement d'Haïti⁴¹ et sa reconnaissance plus récemment des impacts négatifs de ses politiques, continue de fournir des millions de dollars de prêts au pays qui incluent des réformes structurelles et des éléments de conditionnalité d'austérité.⁴² L'équilibre de pouvoir inégal entre Haïti et le FMI ne permet pas au gouvernement haïtien de rejeter ces conditions, qui limitent largement la capacité d'Haïti à investir dans les services sociaux et les infrastructures.

Par exemple, le FMI a imposé des exigences de la réforme fiscale sur son 40 millions de dollars US de Crédit d'urgence pour la relance économique en 1994,⁴³ lui-même imposé à Haïti comme condition du soutien des États-Unis au retour du Président Jean-Bertrand Aristide, qui a été évincé par un coup d'État en 1991, en Haïti.⁴⁴ Ces réformes, en raison de la grande taille du secteur du travail informel du pays,⁴⁵ ont entraîné une baisse de recettes et affaibli la capacité de l'État à investir dans les services sociaux de base.⁴⁶ Dans un exemple plus récent, le FMI a accepté de prêter à Haïti \$111.6 millions USD et \$299 millions USD en mars 2019 et avril 2020, respectivement, qui comprenaient tous deux des conditions d'apurement des arriérés, obligeant Haïti à donner la priorité à la réduction du déficit au lieu de dépenser pour des services essentiels pour l'aide au COVID-19.⁴⁷

Des politiques qui limitent les dépenses sociales entravent le développement socio-économique et affectent négativement des communautés locales; le paysage social et économique d'Haïti est en grave déclin, car les Haïtiens n'ont pas accès aux soins de santé,⁴⁸ à la nourriture,⁴⁹ à l'eau,⁵⁰ et à l'éducation.⁵¹ L'engagement constructif entre les AnE et le gouvernement haïtien qui donne à Haïti une place à la table aiderait à assurer une participation significative des communautés locales à leur développement.

5. Le besoin d'un engagement constructif entre les IFI et le gouvernement d'Haïti

En coopérant véritablement avec Haïti et en approchant l'aide étrangère d'une manière qui assure la compatibilité avec l'avancée du droit des peuples au développement, le FMI—et les autres IFI—peuvent améliorer la participation des communautés locales au développement et à la juste répartition des bénéfices qui en découlent. Dans le même ordre d'idées, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels a encouragé la préparation d'une "déclaration d'impact sur les droits de l'homme... en ce qui concerne toutes les grandes activités de coopération au développement."⁵² Ce point de vue est soutenu par Philip Alston, le rapporteur spécial de l'ONU sur l'extrême pauvreté et les droits humains, qui a souligné dans un rapport de 2018 qu'une considération acceptable de l'impact potentiel sur les droits humains de l'aide financière est essentielle.⁵³ Le Pacte a aussi ordonné qu'avant de décider d'imposer des programmes d'ajustement de la dette⁵⁴ et des sanctions économiques,⁵⁵ des prêteurs étrangers doivent tenir compte de la nécessité de protéger des droits économiques, sociaux, et culturels, en particulier dans le contexte des groupes vulnérables.

Au lieu de continuer avec d'autres prêts et des conditions attachées, les IFI devraient adopter une approche de l'aide fondée sur les droits qui est axée sur l'État haïtien et protège son autonomie,⁵⁶ tout en donnant la priorité au dialogue ouvert et à la participation du public.⁵⁷ Cela permettra au gouvernement et à ses électeurs de participer aux décisions clés affectant le développement d'Haïti et promouvra le droit du peuple à poursuivre librement leur développement économique, social, et culturel.

6. Conclusion

Les AnE ont le devoir de coopérer avec les États lorsqu'ils prennent des mesures qui affectent le droit des communautés locales de participer et contribuer à la réalisation complète de leur développement économique, social, et culturel. En Haïti, la dette enracinée, la dépendance à l'aide, et l'ingérence ont créé un déséquilibre de pouvoir qui a privé le gouvernement de sa capacité de participer de manière significative aux négociations avec les IFI. Le FMI en particulier a rendu l'engagement constructif même plus difficile en utilisant un système de prêt inégal et un processus de consultation qui sert à protéger les intérêts financiers et les objectifs politiques des principaux États membres du FMI plutôt que les intérêts du développement de l'État emprunteur. Ce manque de souci véritable a entraîné l'imposition des conditions de prêts qui ont et continuent de limiter sévèrement la capacité d'Haïti à dépenser pour des programmes sociaux, et cela contrecarre par conséquent le droit du peuple à participer activement, librement, et de manière significative au développement.

¹ The right is enshrined in several international instruments, most notably the Declaration on the Right to Development and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights. G.A. Res. 128, Declaration on the Right to Development (Dec. 4, 1986), available at: <https://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/righttodevelopment.aspx>; International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, Dec. 16, 1966, 993 U.N.T.S. 3 [ICESCR], available at: <https://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/cescr.aspx>.

² As per the Expert Mechanism on the Right to Development's call for inputs to its study on The Duty to Cooperate and Non-State Actors, NSAs include international financial institutions, foreign investors, intergovernmental organizations, and grassroots organizations.

³ G.A. Res. 151/26, Rio Declaration on Environment and Development, at Principle 3 (Aug. 12, 1992), available at: https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/generalassembly/docs/globalcompact/A_CONF.151_26_Vol.I_Declaration.pdf (“The right to development must be fulfilled so as to equitably meet developmental and environmental needs of present and future generations”); G.A. Res. 157/23, *Vienna Declaration and Programme of Action*, at art. 10 (July 12, 1993), available at: <https://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/vienna.aspx> (“The World Conference on Human Rights reaffirms the “right to development”, as established in the Declaration on the Right to Development, as a universal and inalienable right and an integral part of fundamental human rights. As stated in the Declaration on the Right to Development, the human person is the central subject of development. While development facilitates the enjoyment of all human rights, the lack of development may not be invoked to justify the abridgement of internationally recognized human rights. States should cooperate with each other in ensuring development and eliminating obstacles to development. The international community should promote an effective international cooperation for the realization of the right to development and the elimination of obstacles to development. Lasting progress towards the implementation of the right to development requires effective development policies at the national level, as well as equitable economic relations and a favorable economic environment at the international level.”).

⁴ Declaration on the Right to Development, *supra* note 1.

⁵ ICESCR, *supra* note 1.

⁶ Declaration on the Right to Development, *supra* note 1, at art. 1(1).

⁷ *Id.* at art. 1(2).

⁸ ICESCR, *supra* note 1, at art. 1(1).

⁹ Declaration on the Right to Development, *supra* note 1, at art. 3(3).

¹⁰ *Id.* at art. 4(2).

¹¹ U.N. Human Rights Office of the High Commissioner, *The Right to Development and International Cooperation: Global Challenges Require Global Solutions*, available at:

https://www.ohchr.org/Documents/Issues/RtD/RTD_InternationalCooperation.pdf (last accessed Nov. 22, 2021).

¹² *Id.*

¹³ The IMF is insulated from the UN system, as its Relationship Agreement with the UN protects its budgetary independence and shields it “from full oversight from ECOSOC, providing for complete independence in [its] lending operations.” Heloise Daste, *The Role of the Bretton Woods Institutions in Development Cooperation*, 2016 BLR 62, 76 (2016).

¹⁴ ECOSOC is the UN agency tasked with the coordination and direction of economic, social, and cultural activities carried out by the UN. *About Us*, U.N. (last accessed Nov. 16, 2021), <https://www.un.org/ecosoc/en/about-us>.

¹⁵ Obligations arise because IFIs have a direct impact on human rights, a direct link to the UN in many cases, and are composed of states with international human rights obligations. Roisin Hennessy, *Defining States' International Legal Obligations to Cooperate for the Achievement of Human Development: One Aspect of Operationalising a Human Rights-Based Approach to Development*, 2002 HUM. RTS. DEV. Y.B. 71, 89-90 (2002).

¹⁶ U.N. Charter art. 56.

¹⁷ *Id.* at art. 57.

¹⁸ Daste, *supra* note 13, at 76.

¹⁹ Comm. on Econ., Soc. and Cultural Rights (CESCR), *Public Debt, austerity measures and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights*, U.N. Doc. E/C.12/2016/1 (July 22, 2016); *see also* CESCR, *General Comment No. 2: International technical assistance measures (Art. 22 of the Covenant)*, E/1990/23 (Feb. 2, 1990), available at: <https://www.refworld.org/docid/47a7079f0.html> (“international measures to deal with the debt crisis should take full account of the need to protect economic, social and cultural rights through, inter alia, international cooperation.”); CESCR, *General Comment No. 8: The relationship between economic sanctions and respect for economic, social and cultural rights*, E/C.12/1997/8 (Dec. 12, 1997), available at: <https://www.escr-net.org/resources/general-comment-8>.

²⁰ Int’l Comm’n of Jurists, *Maastricht Guidelines on Violations of Economic, Social and Cultural Rights*, January 26, 1997, Principle 33, available at: <https://www.ciel.org/project-update/extra-territorial-obligations-etos/#:~:text=The%20Maastricht%20Principles%20do%20not,outside%20of%20their%20own%20territories>.

²¹ *Id.* at Principle 35(b).

²² *See* Letter from Daniel Foote to Secretary of State Antony Blinken (Sept. 22, 2021), available at: <https://www.newsamericasnow.com/caribbean-news-now-haiti-news-the-full-resignation-letter-of-us-special-envoy-to-haiti/> (“This cycle of international political interventions in Haiti has consistently produced catastrophic results.”).

²³ Approximately 150 million francs, the modern-day equivalent of \$22 billion. Marlene Daut, *When France extorted Haiti – the greatest heist in history*, CONVERSATION (July 9, 2021, 2:30 PM)

<https://theconversation.com/when-france-extorted-haiti-the-greatest-heist-in-history-137949>. See also LAURENT DUBOIS, *HAITI: THE AFTERSHOCKS OF HISTORY* (2013) (discussing Haitian leadership's reasons for agreeing to pay the debt); PETER HALLWARD, *DAMMING THE FLOOD: HAITI, ARISTIDE, AND THE POLITICS OF CONTAINMENT* 12 (2007).

²⁴ HALLWARD, *supra* note 23, at 12.

²⁵ Rocio Cara Labrador, *Haiti's Troubled Path to Development*, GLOBAL TRADE (Apr. 13, 2018), <http://www.globaltrademag.com/uncategorized/haitis-troubled-path-to-development>.

²⁶ Ann Crawford-Roberts, *A History of United States Policy Towards Haiti*, MOD. LATIN AM., <https://library.brown.edu/create/modernlatinamerica/chapters/chapter-14-the-united-states-and-latin-america/moments-in-u-s-latin-american-relations/a-history-of-united-states-policy-towards-haiti/> (last accessed Nov. 16, 2021); Rachel Bunning, *5 factors that have led to Haiti's current political state*, ARIZ. STATE UNIV. (July 21, 2021), <https://news.asu.edu/20210721-5-factors-have-led-haitis-current-political-state>.

²⁷ An example of this is Navassa island, an island 35 miles off the coast of mainland Haiti and legally owned by Haiti, which the US lay claim to in 1857, before it recognized Haiti's state-hood, on the basis that the island was unclaimed. Despite formally recognizing Haiti just five years later, the US maintains that the Guano Islands Act of 1856 allows its ownership of the island. In doing so, the US deprived Haiti of over one million tons of guano on the island in the 19th century when guano was a very profitable industry. Yves Colon, U.S., *Haiti Squabble Over Control of Tiny Island*, MIA. HERALD (Sept. 25, 1998), <http://faculty.webster.edu/corbetre/haiti/miscopic/navassa/squabble.htm>; see 48 U.S. Code § 1411. Guano districts, available at: <https://www.law.cornell.edu/uscode/text/48/1411>; see also Dylan Matthews, *This 1856 law makes it legal to seize islands for America if they have lots of bird crap*, VOX (July 31, 2014), <https://www.vox.com/2014/7/31/5951731/bird-shit-imperialism>; Jacqueline Charles, *Did the U.S steal an island covered in bird poop from Haiti? A fortune is in dispute*, MIA. HERALD (Nov. 23, 2020), <https://www.miamiherald.com/article247325844.html>.

²⁸ Richard Kim, *The Nation: Haiti's Recovery, A Repeated Tragedy*, NPR (Jan. 18, 2010, 6:14 AM), <https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=122693853> (“By 1900, it [Haiti] was spending 80 percent of its national budget on [debt] repayments.”); Richard G. Wamai & Colleen Larkin, *Health Development Experiences in Haiti: What can be learned from the past to find a way forward?*, 54 JAPAN MED. ASS'N J. 56, 57 (2011). (“During 1970–2004, Haiti had accumulated an excess of \$1.2 billion in debt.”).

²⁹ In 2019–2020, foreign assistance supported 20.5 percent of Haiti's national budget. See *Haiti - FLASH : Le Gouvernement adopte un budget de 198,7 milliards, tous les details*, HAÏTI LIBRE (June 8, 2020), <https://www.haitilibre.com/article-30976-haiti-flash-le-gouvernement-adopte-un-budget-de-198-7-milliards-tous-les-details.html>.

³⁰ A salient example of this influence is the IDB's withholding of social sector loans intended to improve water and sanitation services from 2000 to 2004 because the US expressed political concerns unrelated “to the actual loans or the capacity to implement them.” Despite the explicit prohibition in the IDB Articles of Agreement of taking into account such political considerations, “the U.S. government demonstrated every intention of using its power within the IDB to tie the release of the loans to its definition of political progress.” CENTER FOR HUMAN RIGHTS AND GLOBAL JUSTICE ET AL., *WÖCH NAN SOLEY: THE DENIAL OF THE RIGHT TO WATER IN HAITI* 11–12 (2008).

³¹ The IMF and WB further indebted Haiti through a series of loans made to the dictators of the Duvalier regimes in the 1970s and 1980s, in part “as a bulwark against Latin American Communism.” *Id.* at n. 16. The Duvaliers misappropriated the funds and used them to repress the people. Despite these thefts being widely reported, IFIs continued to lend money to the Duvaliers, and subsequent democratic governments were then forced to pay it back. Mark Schuller, *Break the Chains of Haiti's Debt*, JUBILEE USA NETWORK (May 20, 2006), available at: <http://www.ijdh.org/pdf/headline1-11-07.pdf>; *Hearings Before the Subcomm. on Int'l Monetary Pol'y and Trade of the Comm. on Financial Services*, U.S. House of Representatives (2010) (testimony of Melinda St. Louis), available at: <https://www.govinfo.gov/content/pkg/CHRG-111hhrg56769/html/CHRG-111hhrg56769.htm>; Letter from Congress to Dr. Rodrigo de Rato, Managing Director, IMF (Dec. 8, 2006) (on file with author).

³² See KENDALL W. STILES, *NEGOTIATING DEBT: THE IMF LENDING PROCESS* (1991).

³³ *Id.*; see also Michael Mussa & Miguel Savastano, *The IMF Approach to Economic Stabilization*, 14 NBER MACROECONOMICS ANN. 79, 87 (1999), available at: <https://www.journals.uchicago.edu/doi/pdfplus/10.1086/654380>.

³⁴ Mussa & Savastano, *supra* note 34, at 87–88. Coercion is also evident in joint lending processes between the IMF and the World Bank involving structural adjustment, utilized “to give a debtor country relief from current payments of official debt” through the imposition of policy reforms “requiring that a greater proportion of national income be dedicated to debt repayment.” States that go through this process are often forced to accept conditions requiring

policy reforms because they are already at imminent risk of default. Jonathan Cahn, *Challenging the New Imperial Authority: The World Bank and the Democratization of Development*, 6 HARV. HUM. RTS. J. 159, 171-72 (1993).

³⁵ *Surveillance*, IMF, available at: <http://www.imf.org/external/about/econsurv.htm> (last accessed Nov. 23, 2021).

³⁶ *Id.*; IMF, *Articles of Agreement* (1944), available at: <https://www.elibrary.imf.org/view/books/013/25022-9781513521244-en/25022-9781513521244-en-book.xml>; *IMF Releases Report on 2021 Article IV Consultation with Saudi Arabia*, U.S.-SAUDI BUSINESS COUNCIL (July 14, 2021), <https://ussaudi.org/imf-releases-report-on-2021-article-iv-consultation-with-saudi-arabia/>.

³⁷ *IMF Surveillance*, IMF (March 1, 2021), <https://www.imf.org/en/About/Factsheets/IMF-Surveillance>.

³⁸ Mussa & Savastano, *supra* note 34, at 89; *see also* IMF, *Haiti : Staff Report for the 2001 Article IV Consultation*, IMF Country Report No. 02/17 (Feb. 2002), <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2016/12/30/Haiti-Staff-Report-for-the-2001-Article-IV-Consultation-15639> and Letter of Intent and a Memorandum of Economic and Financial Policies of the government of Haiti to the IMF (June 10, 2003),

<https://www.imf.org/external/np/loi/2003/hti/01/index.htm> (in 2001, the IMF recommended, based on Article IV consultations, that Haiti widen its tax base by strengthening customs regulations, maintain a floating exchange rate, and implement an automatic price adjustment for petroleum. The government of Haiti subsequently sent a letter of intent to the IMF in 2003 pledging to implement each of these recommendations in its 2003); *see also* IMF, *Haiti: Staff Report for the 2015 Article IV Consultation and Request for a Three-Year Arrangement Under the Extended Credit Facility*, IMF Country Report 15/57 (June 2015), <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2016/12/31/Haiti-Staff-Report-for-the-2015-Article-IV-Consultation-and-Request-for-a-Three-Year-43020>) and *Haiti: Letter of Intent, Memorandum of Economic and Financial Policies, and Technical Memorandum of Understanding of the government of Haiti to the IMF* (May 4, 2015), <https://www.imf.org/external/np/loi/2015/hti/050415.pdf> (in 2015, the IMF recommended that Haiti improve property rights, enhance infrastructure, and modernize the tax system to create a more investment-friendly environment. The government of Haiti then committed to implementing these reforms in its letter of intent to the IMF).

³⁹ IMF, *Haiti: 2019 Article IV Consultation – Press Release, Staff Report, and Statement by the Executive Director for Haiti*, at 24, IMF Country Report No. 20/121 (Apr. 2020), <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/04/20/Haiti-2019-Article-IV-Consultation-Staff-Report-and-Statement-by-the-Executive-Director-for-49351>; IMF, *Haiti: Selected Issues*, at 14, IMF Country Report No. 05/205 (June 2005), <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2005/cr05205.pdf>.

⁴⁰ *See* IMF, *Haiti: 2019 Article IV Consultation – Press Release, Staff Report, and Statement by the Executive Director for Haiti*, at 12, IMF Country Report No. 20/121 (Apr. 2020), <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/04/20/Haiti-2019-Article-IV-Consultation-Staff-Report-and-Statement-by-the-Executive-Director-for-49351>.

⁴¹ *See, e.g.* IMF, *Haiti: 2019 Article IV Consultation – Press Release, Staff Report, and Statement by the Executive Director for Haiti*, at 12, IMF Country Report No. 20/121 (Apr. 2020), <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/04/20/Haiti-2019-Article-IV-Consultation-Staff-Report-and-Statement-by-the-Executive-Director-for-49351>; *Haiti: Free From Slavery, Not Yet Free from Debt*, Jubilee Debt Campaign, <https://jubileedebt.org.uk/countries-in-crisis/haiti-free-slavery-not-yet-free-debt> (last visited Aug. 4, 2021); IMF, *Haiti: Request for Disbursement Under the Rapid Credit Facility—debt Sustainability Analysis*, Feb. 6, 2017, available at <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2017/038/article-A002-en.xml>; IMF & Int'l Dev. Ass'n [IDA], *Haiti: Joint Bank-Fund Staff Debt Sustainability Analysis 2012*, at 9, IMF Country Report 12/74, (Feb. 2012), <https://www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/pdf/2012/dsacr1274.pdf>.

⁴² In 1987, the IMF imposed its first Structural Adjustment Facility (SAF) in Haiti. UNCTAD, *The Least Developed Countries 2000 Report*, https://unctad.org/system/files/official-document/ldc00_ch4.en.pdf. This was followed by its Enhanced Structural Adjustment Facility (ESAF) from 1996 to 1999. Press Release, IMF, *IMF Approves Three-Year ESAF Loan for Haiti* (Oct. 18, 1996), <https://www.imf.org/en/News/Articles/2015/09/14/01/49/pr9653#ftnote1>. From 2006 to 2009, it implemented its Poverty Reduction and Growth Facility (PRGF). IMF, *Application of IMF Social Expenditures Mandate*, available at: [https://www.treasury.gov/resource-center/international/int-monetary-fund/Documents/\(2009-07-17\)%20Social%20expenditure%20mandate%20decisions%20for%20Senator%20Brown%20final.pdf](https://www.treasury.gov/resource-center/international/int-monetary-fund/Documents/(2009-07-17)%20Social%20expenditure%20mandate%20decisions%20for%20Senator%20Brown%20final.pdf) (last accessed Nov. 29, 2021). From 2010, to 2019, it implemented its Extended Credit Facilities (ECF) from 2010 to 2019. IMF, *Haiti: Fourth Review Under the Extended Credit Facility*, Aug. 3, 2012, available at: <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2012/220/article-A001-en.xml>. Finally, it implemented its Rapid Credit Facility (RCF) in 2020. IMF, *IMF Staff Country Reports*, April 20, 2020,

<https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/04/20/Haiti-Request-for-Disbursement-Under-the-Rapid-Credit-Facility-Press-Release-Staff-Report-49353>.

⁴³ World Bank, *Implementation Completion Report: Haiti, Emergency Economic Recovery Credit*, app. B, Report No. 16166 (Dec. 9, 1996), <https://documents1.worldbank.org/curated/pt/305941468249658497/text/multi0page.txt>.

⁴⁴ The United States sought to return democratically-elected Aristide to power through an agreement between the United States, Aristide, and the coup leaders. Part of this agreement was an “economic-assistance plan,” which included the Emergency Economic Recovery Credit, and the implementation of which was a condition for “political and economic support for the Aristide government.” Lisa McGowan, *Democracy Undermined, Economic Justice Denied: Structural Adjustment and the Aid Juggernaut in Haiti*, DEV. GROUP FOR ALT. POL’YS (Jan. 1997), available at: http://www.developmentgap.org/uploads/2/1/3/7/21375820/democracy_undermined.pdf; World Bank, *Implementation Completion Report: Haiti, Emergency Economic Recovery Credit*, *supra* note 44.

⁴⁵ Etant Dupain, *Covid-19/Ekonomi enfòmèl : desizyon ijan kijan pou n limite dega yo*, LE NOUVELLISTE (Mar. 24, 2020), <https://lenouvelliste.com/article/213949/covid-19ekonomi-enfomel-desizyon-ijan-kijan-pou-n-limite-dega-yo>.

⁴⁶ Tax reform schemes such as this one do not raise sufficient revenue to create a social safety net, and “are characterized by limited coverage, are often ad hoc, cover small geographical areas or narrowly defined, and are scattered across numerous institutions.” Oxford Pol’y Mgmt. & World Food Programme, *Study on Shock-Responsive Social Protection in Latin America and the Caribbean: Haiti Case Study*, at 4 (Aug. 2017), <https://www.opml.co.uk/files/Publications/a1537-shock-responsive-social-protection-latin-america-caribbean/haiti-case-study.pdf?noredirect=1>; World Bank, *Implementation Completion Report: Haiti, Emergency Economic Recovery Credit*, *supra* note 44.

⁴⁷ Iolanda Fresnillo, *Haiti 10 Years After the Earthquake: The Fight for Social and Economic Justice Continues*, EURODAD (Jan. 10, 2020), https://www.eurodad.org/10_years_haiti; IMF, *Haiti: Request for Disbursement Under the Rapid Credit Facility – Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Haiti*, at 8, 24, IMF Country Report No. 20/123 (Apr. 2020), <https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2020/English/1HTIEA2020003.ashx>; IMF, *Haiti: 2019 Article IV Consultation – Press Release, Staff Report, and Statement by the Executive Director for Haiti*, at 15, IMF Country Report No. 20/121 (Apr. 2020), <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/04/20/Haiti-2019-Article-IV-Consultation-Staff-Report-and-Statement-by-the-Executive-Director-for-49351>.

⁴⁸ Hospitals across Haiti have been forced to operate at severely reduced capacity or close entirely, as a result of gang violence, destruction caused by natural disasters, and the fuel shortage. *Haiti: Violence puts patients, staff, and medical activities at risk*, MEDECINS SANS FRONTIERES (Jun. 11, 2021), <https://www.doctorswithoutborders.org/what-we-do/news-stories/news/haiti-violence-puts-patients-staff-and-medical-activities-risk>; Jacqueline Charles, *Haiti’s ongoing gang violence causes closure of charity-run emergency center*, MIA. HERALD (Aug. 2, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article253192428.html>; *Affrontement entre gangs armés, le centre Covid-19 de Delmas 2 en grande difficulté*, LE NOUVELLISTE (Jun. 21, 2021), <https://lenouvelliste.com/article/229928/affrontement-entre-gangs-armes-le-centre-covid-19-de-delmas-2-en-grande-difficulte>; *Haiti: Insecurity-triggered fuel shortage threatens newborns’ lives in hospitals*, UNICEF (Oct. 25, 2021), <https://reliefweb.int/report/haiti/haiti-insecurity-triggered-fuel-shortage-threatens-newborns-lives-hospitals>; UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Haiti: Earthquake, Situation Report No. 6* (Sept. 23, 2021), available at: https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/2021-09-23_haiti_earthquake_sitrep_no.6_en.pdf.

⁴⁹ 4.3 million Haitians are food insecure. *Haiti: Acute Food Insecurity Situation September 2021 - February 2022 and Projection for March - June 2022*, Integrated Food Security Phase Classification, <http://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1155096/?iso3=HTI> (last accessed Nov. 24, 2021).

⁵⁰ Over 200,000 people are in need of clean drinking water as a result of the August earthquake, and this number may increase due to disruptions in the water supply as a result of the fuel shortage. OCHA, *Haiti: Earthquake, Situation Report No. 6*, *supra* note 49; *Haiti - FLASH : Drinking water may be lacking in several municipalities as of this week...*, HAÏTI LIBRE (Aug. 11, 2021), <https://www.haitilibre.com/en/news-35189-haiti-flash-drinking-water-may-be-lacking-in-several-municipalities-as-of-this-week.html>.

⁵¹ Access to education is complicated as a result of extortion by gangs and the destruction of numerous schools in the August earthquake. *UNICEF: Gangs in Haiti are targeting schools and students*, AP NEWS (Nov. 2, 2021), <https://apnews.com/article/religion-united-nations-port-au-prince-haiti-d91f2a76ce6e3f5f51d8ed29aa9bace2>; *Haïti-Éducation/Criminalité : Au moins sept écoles de Port-au-Prince contraintes de payer les gangs en échange de leur sécurité, déplore l’Unicef*, ALTERPRESSE (Nov. 3, 2021), <http://www.alterpresse.org/spip.php?article27633>;

Jacqueline Charles, *Half of Haiti's earthquake victims still have not received assistance, U.N. says*, MIA. HERALD (Sept. 16, 2021), <https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/haiti/article254291798.html>; *Séisme : La Pòdh demande à l'État de pallier au défi de la réouverture des classes 2021-2022, dans le grand Sud d'Haïti*, ALTERPRESSE (Oct. 19, 2021), <https://www.alterpresse.org/spip.php?article27574>.

⁵² CESCR, *General Comment No. 2*, *supra* note 19.

⁵³ *Report of the Special Rapporteur on extreme poverty and human rights*, ¶¶ 14-15, 18-20, UN Doc. A/73/396 (Sept. 26, 2018), available at: https://srpovertyorg.files.wordpress.com/2018/10/a_73_396-sr-on-extreme-poverty-privatization.pdf.

⁵⁴ *Id.*

⁵⁵ CESCR, *General Comment No. 8*, *supra* note 19.

⁵⁶ CTR. FOR ECON. AND SOC. RIGHTS, PRINCIPLES FOR HUMAN RIGHTS AND FISCAL POLICY (May 2021), available in Spanish at <https://www.cesr.org/principles-human-rights-fiscal-policy>.

⁵⁷ GABRIELA SANCHEZ GUTIERREZ & RANDOLPH GILBERT, COOPERATION INTERNACIONAL EN HAÏTI: TENSIONS ET LEÇONS (2019).